

L'ORDRE NOUVEAU

ORGANE DES SEMAINES SOCIALES
Prix: 5 sous; l'abonnement: \$1.00

Un monde s'écroule, un ordre nouveau s'élabore. Il faut que les catholiques laissent mourir ce qui doit passer et qu'ils aident à créer ce qui mérite de vivre. — LES ÉVÊQUES DE FRANCE.

Montréal, 20 septembre 1937
PREMIÈRE ANNÉE, N° 24

A la lumière de l'encyclique
« Divini Redemptoris »

Le détachement des biens de la terre

Par André LAURENDEAU

Le remède fondamental contre le communisme consiste donc, selon l'enseignement de l'encyclique *Divini Redemptoris*, dans une *renovation sincère de la vie privée et publique selon les principes de l'Évangile*. En d'autres termes, c'est assurer que le communisme n'existerait pas si les chrétiens étaient demeurés fidèles à leur mission.

Réponse étonnante, quand on y songe, et propre à scandaliser nos hommes pratiques (c'est-à-dire un peu nous tous, puisque nous avons presque sans exception été entamés par la morale courante). Mais n'est-ce point la réponse du Christ?

Quand on va au cœur de la question, on a l'air de s'évader de la question. C'est au moment où l'on s'occupe des réalités essentielles qu'on paraît le moins réaliste. Ainsi en décide le regard passionné ou superficiel des hommes.

Contre un mal qui semble avant tout un mal économique, social et politique, il est très remarquable que S. S. Pie XI conseille d'abord un renouveau de vie chrétienne, et que, parmi les conseils évangéliques, il choisisse d'insister sur deux préceptes qui semblent dépasser l'efficacité humaine: le conseil d'amour et le conseil de pauvreté. (Regardons-y avec des yeux impitoyables: après vingt siècles de christianisme, y a-t-il beaucoup d'amour dans le monde? Et où sont les *vrais pauvres*?)

Le communisme pose à la conscience chrétienne une interrogation crucifiante. Il nous pousse, il nous accule à des réactions immédiates. Quelle attitude, se demande le Saint-Père, doit prendre le chrétien, quels remèdes doit-il employer *pour défendre le Christ et la civilisation chrétienne* contre le communisme? — Sera-ce, au premier chef, d'enfermer les communistes en prison ou de les massacrer sans pitié? ou, toujours au premier chef, d'opérer une révolution d'ordre économique et social? ou, enfin, de régler d'abord le problème politique?

Que le chrétien soit vrai chrétien, répond le Pape. Qu'il soit *le sel de la terre*. Qu'il accepte dans sa vie, dans le tissu quotidien de sa vie, lui homme d'œuvres ou de pensée, prêtre ou religieux, qu'il réalise dans son âme et ses actes l'un des deux préceptes qui *s'appliquent tout spécialement aux conditions présentes du genre humain*: la règle du détachement des biens de la terre.

S. S. Pie XI s'adresse aux riches comme aux pauvres pour les mettre en garde contre les séductions de l'argent. Sommes-nous prêts à accepter intégralement la leçon, à plonger en chacun de nous pour y arracher les racines de ce mal qui a rongé tous les temps, mais particulièrement le nôtre?

La civilisation de l'argent

Argent, tentation de toutes les époques. Symbole de la puissance du monde, tentation de facilité, mirage du bonheur. C'est le Veau d'or de l'Ancien Testament. Jésus lui-même a subi l'assaut. Rappelons-nous la troisième tentation du désert où le démon presse Notre-Seigneur de l'adorer, après quoi il lui donnera « tous les royaumes du monde, avec leur gloire », parce que qui possède Mammon possède les hommes...

Cependant, plusieurs époques n'ont point exprimé leur culte aussi cyniquement. Il suffit de se rappeler la toute-puissance du patriarche, plus près de nous la force politique du monarque (quelles que fussent ses concessions au banquier), ou surtout, au moyen âge, la signification sociale de la chevalerie et de la féodalité, et ce qui permit l'éclosion du mouvement franciscain.

Aujourd'hui, l'argent ne prend plus la peine de cacher sa tyrannie. Les banquiers se cachent, mais on sait qu'ils dominent l'économique. Et l'économique est prince incontesté.

La classe dominante est celle des riches. Les *cives praeclari* de l'antiquité ou de la théologie médiévale sont pratiquement confondus avec les millionnaires. Argent signifie non plus seulement puissance occulte, mais considération sociale. De l'aristocratie à la ploutocratie, qu'on mesure la chute; ainsi se marquent toutes les décadences.

Notre civilisation est donc celle de l'argent. D'abord, au sens objectif: l'argent possède tous les leviers de commande. Elle l'est aussi au point de vue subjectif.

La mystique de l'argent

L'argent, expression de la puissance matérielle, du confort, du luxe, ou simplement de la vie facile, est devenu l'objet d'une véritable mystique. Il tyrannise non seulement les corps, non seulement les institutions, mais aussi les cœurs. Domination intérieure. Dieu intérieur.

— Mais il faut bien gagner sa vie! Et il y a des ambitions légitimes, même dans l'ordre de la richesse!

Qui donc y contredit?

Il s'agit d'une psychologie bien différente.

Le père de famille gagne sa vie: ce lui est un devoir aussi bien qu'un droit. Cette nécessité s'allie fort bien à un authentique *détachement des biens de la terre*.

L'homme moderne *gagne de l'argent*. L'argent, pur *moyen* même dans l'ordre temporel, devient pour lui *fin suprême*. Faire de l'argent, répète-t-il. Il en arrive au point de confondre possession de l'argent et possession du bonheur. Plus de félicité possible en dehors d'un maximum de richesse. Chez les plus grands, le rêve est de dominer les hommes. Pour les autres, le mobile devient insaisissable: c'est affaire de suggestion; on se persuade que l'argent c'est le bonheur, comme on se persuade qu'il n'y a point de vie possible sans un radio, une automobile, un frigidaire, un bon fauteuil. « Argent » est mis pour « vie matérielle », « satisfaction du corps ».

Aussi notre civilisation ne s'oppose-t-elle pas seulement aux réalités religieuses, mais encore elle amoindrit notre idéal artistique, intellectuel, scientifique, puisque l'art, la pensée et la science dépassent le corps.

C'est du matérialisme pratique. De là au matérialisme communiste, il n'y a qu'un pas, que la misère fera vite franchir. Si la richesse est le seul bien de ce monde, de quel droit déshériterait-on les masses ouvrières et les masses paysannes? S'il n'y a que l'argent, tous désirent l'argent. Au matérialisme d'en haut succède le matérialisme d'en bas. Vous voulez la richesse? Nous la désirons aussi, diront les pauvres (qui ne sont pas des « pauvres en esprit »). Si l'argent c'est le bonheur, prenez garde: nous aussi, nous voulons le bonheur, et nous savons quels moyens y mènent.

La vertu de pauvreté

Or, rien n'est plus opposé au christianisme que « l'esprit de richesse ». Il faut crier cela aux riches encore plus qu'aux pauvres. Il faut prendre l'Évangile au sérieux. Nous sommes tous coupables. Nos vies sont toutes plus ou moins contaminées. Où est le *sel de la terre*?

A la loi de douleur personne n'échappe, *pas même ceux qui en apparence semblent très heureux*.

Même sur le plan humain, l'argent ne fait pas le bonheur. Or, depuis le Christ, l'homme dépasse infiniment le plan humain.

(Suite à la page 4)

LE DÉFENSEUR DU ROYAUME DU CHRIST

Le 29 septembre ramène la fête de saint Michel Archange. C'est le patron de tous ceux qui défendent vaillamment les intérêts de Dieu et de son Église. Pie XI le proclamait encore récemment protecteur de ceux qui luttent contre le communisme. Plus que jamais devons-nous réciter avec ferveur la belle prière que lui adresse le prêtre à la fin de la messe: « Saint Michel Archange, défendez-nous dans le combat... »

En voici une autre, toute d'actualité et qui vous obtiendra la vaillance au service de Dieu: « O saint Michel Archange, vous qui, enflammé de zèle pour la gloire divine, avez précipité en enfer les esprits rebelles, faites que, brûlant du même zèle, nous combattions l'impudence effrayante qui dresse contre Dieu tant de nos contemporains, et que nous concentrions toutes nos énergies à étendre la gloire de Dieu. Par le Christ Notre-Seigneur. Ainsi soit-il ! »

Nous recommandons aussi cette brève invocation: « Saint Michel, premier défenseur du royaume du Christ, priez pour nous. » (300 jours d'indulgence.)

1. Nous avons fait imprimer cette belle prière au verso d'une image de saint Michel qu'on peut se procurer aux bureaux de l'École Sociale Populaire, au prix de 5 sous pour dix, 35 sous le cent, \$2.50 le mille.

LE DANGER DU C. I. O.

Sympathique d'abord au mouvement de Lewis en qui ses directeurs voyaient un louable effort pour organiser les ouvriers sur un plan conforme aux directives de l'Église, la revue *America* dénonce maintenant sans merci les lieutenants dont le chef s'entoure et les tactiques qu'il emploie. Ces lieutenants sont des communistes notoires et ces tactiques s'inspirent de leurs idées. Que Lewis lui-même n'adhère pas officiellement

au parti de Moscou, peu importe, si par ses hommes de confiance et ses méthodes il lui est lié et fait son jeu. Tous les hommes d'ordre aux États-Unis, même les plus sympathiques au syndicalisme ouvrier, regardent aujourd'hui avec inquiétude les progrès du C. I. O.

C'est agir sagement au Canada que de barrer aussitôt le chemin à ce mouvement étranger.

Le syndicalisme, base de la corporation

On s'obstine, dans quelques milieux où l'on se fait fort cependant de suivre les directives de l'Église, à rejeter les syndicats ouvriers et patronaux comme éléments de la corporation. « Ce n'est pas pratique ici, dit-on; ce n'est pas l'idéal de l'Église, etc. »

S. Ém. le cardinal Villeneuve a mis, une fois de plus, les choses au point dans son discours aux ouvriers de Québec le jour de la fête du Travail. Voici ses paroles, appuyées sur l'encyclique *Divini Redemptoris*: « Des *syndicats* catholiques de nom et d'esprit, c'est-à-dire qui veulent s'inspirer non de la force, mais de la justice, pour les *patrons* d'une part et pour les *travailleurs* de l'autre; des rencontres et des conseils communs entre ceux-ci et ceux-là, pour délibérer des vrais intérêts communs dans la même industrie; une organisation professionnelle avec d'une part l'apprentissage et la technique du métier, d'autre part le souci du progrès humain autant que des simples revenus; des conventions collectives où les représentants des patrons et des ouvriers déterminent les justes conditions de travail, de façon que les salaires soient convenables et que le rendement ouvrier le soit aussi; des offices de salaires raisonnables institués par la loi pour guider et compléter les conventions collectives; tout un corps d'institutions professionnelles de la sorte, et d'institutions interprofessionnelles, fondées sur des bases solidement chrétiennes, reliées entre elles et formant sous des formes diverses, adaptées aux régions et aux circonstances, ce qu'on appelait la *Corporation*: ce ne sont pas là de simples spéculations de théologie; ce n'est pas non plus un corporatisme politique; non, c'est le moyen unique de faire régner dans les relations économiques et sociales l'entraide mutuelle de la justice et de la charité. (Enc. *Divini Redemptoris*, 4-54.) »

Les conventions collectives de travail

Nous avons publié, dans notre dernier numéro, différents documents exposant les efforts accomplis par les catholiques, fidèles aux directives sociales de leurs chefs, pour instaurer les conventions collectives de travail dans les rapports entre employeurs et employés. Il est intéressant de constater combien l'idée fait peu à peu son chemin. Voici, d'une part, les bûcherons — des employés canadiens-français — qui, à leur congrès de la Tuque, tout en remerciant le gouvernement des améliorations apportées à

leur sort, réclament fermement la convention collective. Voici, d'autre part, un patron, M. A. J. Swanson, représentant du Western Hospital de Toronto, qui prend au congrès des hôpitaux canadiens une attitude semblable. « Trop de nos employés sont mal payés, déclare-t-il. Dans certains hôpitaux, l'échelle des salaires n'a pas été révisée depuis vingt-cinq ans. Nous ne pouvons pas empêcher nos employés de s'unir. Et nous devrions négocier avec eux un contrat collectif. »

L'ORDRE CORPORATIF EN AUTRICHE¹

(Fin)

Influence des corporations sur la législation et sur la politique de l'État

Les corporations collaborent, depuis le 1^{er} novembre 1934, à la législation fédérale, depuis quelque temps à l'administration des provinces et des communes. Tout projet de loi économique doit être soumis à l'avis du « Bundeswirtschaftsrat » (Conseil fédéral de l'économie) formé par les délégués des principaux groupements corporatifs. Ces délégués sont nommés par le gouvernement; ils seront élus par les corporations aussitôt que celles-ci seront complètement

organisées. La nomination des délégués des corporations est sous l'influence du Front patriotique, seul porteur de la formation de la volonté politique; il n'a pas le droit de s'immiscer dans la mission proprement dite des corporations, mais il a à surveiller du seul point de vue politique, les nominations et les élections, les listes des candidats présentés par les organisations. C'est là une réduction de l'autonomie des corporations indispensables pour éviter que des fonctions importantes soient exercées par des ennemis du nouvel État, pour

1. Voir les numéros de juillet, août et septembre.

(Suite à la page 4)

A propos des événements d'Espagne

Le syndicalisme

Semaine syndicale

Il y a déjà plus de quarante-cinq ans que Léon XIII, devant la misère des ouvriers et les efforts faits pour les embrigader dans des associations dangereuses, écrivait: « Dans cet état de choses, les ouvriers chrétiens n'ont plus qu'à choisir entre ces deux partis: ou de donner leur nom à des sociétés dont la religion a tout à craindre, ou de s'organiser eux-mêmes et de joindre leurs forces pour pouvoir secouer hardiment un joug si injuste et si intolérable. Qu'il faille opter pour ce dernier parti, y a-t-il des hommes ayant vraiment à cœur d'arracher le souverain bien de l'humanité à un péril imminent qui puissent avoir là-dessus le moindre doute? »

Cet avertissement conserve aujourd'hui toute son actualité. Il est particulièrement opportun pour les ouvriers de notre province. Aucun observateur impartial ne peut le nier: pris entre les injustices d'un capitalisme oppresseur et la menace grandissante du communisme, le travailleur ne trouvera son salut que dans une forte organisation syndicale.

Plusieurs l'ont compris et agissent en conséquence. Mais la masse des nôtres reste encore indifférente, quand elle n'est pas hostile, à une telle organisation. L'œuvre cependant presse et chacun peut et doit y contribuer.

Aussi, pour éclairer et réveiller l'opinion publique, pour dissiper les préjugés et les erreurs et amener tous les hommes d'ordre à faire leur part, l'École Sociale Populaire organise, avec l'approbation et les encouragements de l'épiscopat, une Semaine syndicale, sur le plan de la Semaine du dimanche. Cette semaine aura lieu du 7 au 14 novembre prochain. Elle comprendra des articles de journaux et de revues, des causeries à la radio, des sermons dans les églises, des publications de brochures et de tracts, etc.

Nous voulons tenter un effort ordonné et décisif. Les circonstances nous l'imposent. Nous comptons sur l'appui de tous ceux qui comprennent la gravité de l'heure et veulent que notre classe ouvrière demeure attachée à sa foi et à sa nationalité.

Le syndicat libre

De brefs rapports de journaux nous apprennent qu'à la suite d'une conférence du philosophe catholique Jacques Maritain, la Confédération Internationale des Syndicats chrétiens, en session à Paris, a insisté sur la liberté syndicale. Nos groupements ouvriers canadiens, nationaux catholiques et internationaux, en congrès la semaine dernière, se sont aussi prononcés dans le même sens.

Le sujet est donc d'actualité et il semble que tous se rallient, au moins dans les milieux ouvriers, au principe qui fut toujours cher à l'école catholique: « Le syndicat libre dans la profession organisée. »

Encore faut-il cependant entendre ces mots dans leur vrai sens. Que veulent-ils dire exactement? Ceci: sauf un cas exceptionnel, l'ouvrier ne peut être forcé d'entrer dans un syndicat, et il a le droit de choisir celui qui lui convient.

On ne saurait inférer toutefois de ce principe que tout syndicat a le droit d'exister. Un groupement, par exemple, qui poursuit des fins révolutionnaires ou dont les activités sont considérées comme dangereuses pour un pays, ne mérite pas d'être toléré. Les autorités ont le devoir de s'opposer à son existence.

De même un catholique ne peut invoquer la liberté syndicale pour faire partie d'un groupement où sa foi est en danger. L'Église lui fait justement un devoir d'éviter les unions neutres, là au moins où les syndicats catholiques, bien établis, peuvent subvenir à ses besoins.

L'ORDRE NOUVEAU

Bulletin bi-mensuel
de doctrine et d'action sociale
publié par

LES SEMAINES SOCIALES
et l'ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE

Direction: 1961, rue Rachel Est
Administration: 4260, rue de Bordeaux
MONTRÉAL

Le numéro: 5 sous; l'abonnement: \$1.00

Corruptio optimi pessima

Des hauteurs du catholicisme aux bas-fonds du communisme

Beaucoup de gens pensent que le caractère cruel de la guerre civile (en Russie) est la conséquence de l'asiatisme russe, d'une culture arriérée. Les adversaires de la Révolution dans l'Europe occidentale ne cessent de répéter que dans les pays civilisés, la révolution s'accomplira sans cruautés. C'est du verbiage stupide. Dans un pays capitaliste, la résistance de la bourgeoisie ne peut être que plus grande. La guerre civile sera donc, dans ce pays, inévitablement plus violente qu'en Russie.

(A B C du Communisme.)

Comment est-elle tombée si bas la catholique Espagne! Elle, la nation dont le roi s'intitulait le défenseur de la religion catholique, elle, la nation apostolique qui avait conquis tout un monde au Christ grâce au zèle de ses missionnaires, elle, la nation sainte, « forgée par les Conciles de Tolède », et qui avait gravi les plus hautes cimes du christianisme avec ces géants de sainteté que furent Thérèse d'Avila, Jean de la Croix, Ignace de Loyola et tant d'autres, la voilà devenue un champ de carnage où les frères s'égorgeaient entre eux, où la chasse aux prêtres s'organise comme un divertissement, un brasier où croulent les églises, les monastères et les couvents, un cimetière sanglant sur lequel tombent douloureusement les pleurs du Souverain Pontife et des évêques, pasteurs de ces milliers d'âmes qui se perdent.

Corruptio optimi pessima. Qui tombe des sommets roule plus vite au fond. Oui, toutes les horreurs commises par les peuples occidentaux sont dépassées dans cette guerre impie: « Nous affirmons, disent les évêques espagnols, que, dans l'histoire des peuples occidentaux, on ne connaît guère de pareil phénomène de folie collective, ni une semblable accumulation, en quelques semaines, d'attentats commis contre les droits fondamentaux de Dieu, de la société et de la personne humaine. »

6,000 prêtres séculiers assassinés, 20,000 églises ou chapelles détruites, 300,000 laïcs massacrés pour leurs convictions religieuses, c'est ce qu'on a pu compter jusqu'à présent: « Quand le monde apprendra ce qui est encore un secret caché dans les régions non reconquises, affirmait le cardinal de Tolède, cette hécatombe causera une véritable stupeur. »

Elle a même, la catholique Espagne, dépassé — prodige à peine croyable — le cynisme, la rage et les atrocités de la Russie bolchevique! Entendons le témoignage des évêques: « Nous ne croyons pas que, dans l'histoire du christianisme, et en l'espace de quelques semaines, il y ait eu pareille explosion de haine contre Jésus-Christ et sa sainte religion... Telle fut la persécution sarcelle qu'a soufferte l'Église en Espagne, que le délégué des Espagnols rouges envoyé au Congrès des sans-Dieu à Moscou a pu dire: « L'Espagne a dépassé de loin l'œuvre des Soviets, vu que l'Église en Espagne a été complètement anéantie. »

Pouvait-elle tomber plus bas la catholique Espagne? Les causes de cette décadence incroyable? Une voix autorisée les a déjà énumérées: « Ce qui a causé cette subversion de l'esprit chrétien dans notre pays et rendu possible la catastrophe, écrivait récemment le cardinal-archevêque de Tolède, ce fut... l'inoculation tenace de doctrines étrangères dans l'âme du peuple... la propagande moscovite... la mystique fascinatrice du communisme étranger... l'oubli de notre tradition et de notre histoire; l'irrésistible besoin de copier servilement l'étranger dans sa littérature, ses lois, ses coutumes; l'incompréhension des problèmes qui surgissent à chaque instant; la comédie du parlementarisme et le mensonge du vote; le manque de formation d'une conscience nationale et le manque d'orientation au point de vue international; le virus des nationalismes particularistes; la rigidité de notre structure économique qui n'a pas voulu se plier à la poussée des forces prolétariennes; les libertés insensées laissées à l'enseignement, à la tribune, à la presse; la formation

complètement défectueuse de la conscience populaire en ce qui concerne les questions sociales et les devoirs essentiels... »

Pauvre nation minée par le travail combiné de tant d'agents corrupteurs!

Retraversons les mers. Il existe, en terre d'Amérique, un peuple à la merveilleuse histoire, un peuple dont le jeune ciel est constellé d'une pléiade de saints, un peuple dont l'Église catholique a bercé amoureusement l'enfance et qui, en retour, rayonne sa foi par le monde entier grâce au sacrifice des plus beaux de ses enfants, ses missionnaires. Lui aussi, il a respiré l'air pur des sommets. Mais qu'on prenne garde: *Corruptio optimi pessima.* Les mêmes agents destructeurs le menacent.

Comme la catholique Espagne, ce peuple s'empoisonne, goutte à goutte, par « l'inoculation tenace des doctrines étrangères... par la mystique fascinatrice du communisme ». Qui le niera devant l'énorme et libre circulation dans son sein, de tant de journaux, revues, brochures, tracts, tous à tendances subversives? Et si encore, comme antidote, il pouvait compter sur la réaction de sa propre presse! Hélas! le mot alarmant de Trotsky ne pourrait-il pas s'appliquer au sujet de certains journaux: « En Espagne, nous n'avons guère besoin d'une presse communiste, puisque la presse libérale nous rend les mêmes services. »

Comme la catholique Espagne, ce peuple s'endort dans « l'oubli de ses traditions et de son histoire ». Elles s'en vont, une à une, les belles, les saines et fortes traditions du passé. La grande voix de l'histoire a beau se faire entendre, les oreilles populaires n'écourent que les bruits trompeurs du matérialisme qui s'instaure jusque dans les cœurs, jusque dans les âmes, pour y détrôner le vrai Dieu.

Comme la catholique Espagne, ce peuple, resserré dans son coin, ressent « l'irrésistible besoin de copier servilement l'étranger dans sa littérature, ses lois, ses coutumes », — les Américains, par exemple. Quant à « l'incompréhension des problèmes qui surgissent à chaque instant », quel exemple plus douloureux faut-il apporter que celui des grèves ouvrières actuelles, la grève du textile en particulier?

Comme la catholique Espagne, ce peuple a subi « la comédie du parlementarisme et le mensonge du vote ». Les pays latins ont eu beau proclamer absurde et malfaisant un tel régime, lui, il s'obstine à se cramponner à cette épave qu'il faudrait au moins renflouer. Prenons garde « à la rigidité de notre structure économique qui ne veut pas se plier à la poussée des forces prolétariennes ». L'Espagne a payé cher les rares bienfaits du libéralisme économique!

« Le virus des nationalismes particularistes » a rongé l'Espagne. O Dieu, préservez votre petit peuple du sort des Basques! Ne permettez pas que dans son sein s'élèvent des meneurs qui prétendraient le sauver en exaltant au-dessus de vous et de votre sainte religion leur petite patrie terrestre! Faites qu'il médite et comprenne la leçon de l'Espagne si bien résumée par son primat: « Aux peuples frères, disait le cardinal-archevêque de Tolède, nous conseillons de profiter de notre expérience. Qu'ils ne se croient pas immunisés contre le poison qui a intoxiqué l'âme de notre peuple et l'a conduit aux affaires de la mort; toute société est un terrain où germera le communisme, si Dieu lui manque; Dieu, vie et bien des esprits; Dieu, dont l'autorité est garante de la justice et de l'ordre social... « Il n'y a pas de péché commis par un homme que ne puisse commettre un autre homme, s'il lui manque Celui par qui l'homme a été fait », dit saint Augustin. Nous pouvons ajouter qu'il n'y a pas de nation où ne puisse se renouveler la déplorable expérience de l'Espagne, si Dieu est chassé de son sein et remplacé par le matérialisme des sans-Dieu ou contre-Dieu... »

« Que les nations et leurs gouvernements apprennent! »

Oui, apprenons avant qu'il ne soit trop tard!

LES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE

d'après la doctrine sociale catholique

DROITS INDIVIDUELS — DROITS FAMILIAUX — DROITS SOCIAUX

Tract-affiche de 18 pouces sur 23 pour affichage dans les œuvres, les cercles, etc.
1 exemplaire: 5 sous; 10 exemplaires: 35 sous; 100 exemplaires: \$3.00, franco.

ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE, MONTRÉAL

Congrès de la C.T.C.C.

Réélection du Conseil général

La Confédération des Travailleurs catholiques du Canada a tenu à Jonquière son congrès annuel. Ce congrès obtint un grand succès tant par le nombre des délégués que par le sérieux et l'entrain des délibérations.

L'évêque de Chicoutimi, S. Exc. Mgr Lamarche, fit un éloquent discours où il dit la confiance que l'Église mettrait dans les syndicats catholiques et leur rappela les principes qui doivent constamment guider leur action.

Le président général, M. Alfred Charpentier, et tous les officiers furent réélus.

Voici quelques-unes des résolutions adoptées:

Salaires raisonnables

Qu'il soit proposé et résolu à l'unanimité que demande soit faite au gouvernement provincial de cesser sa propagande en faveur de la loi des salaires raisonnables et de favoriser l'application de conventions collectives de travail, afin de donner aux ouvriers les véritables moyens de s'entendre avec les industriels, et que ces conventions soient signées et appliquées par les syndicats ouvriers, et non pas par les comités d'usine dont veut se servir le gouvernement actuel.

Comités d'arbitrage

Attendu que dans la loi des différends ouvriers de la province, les conseils de conciliation et d'arbitrage ne peuvent être constitués qu'avec le consentement des parties en cause;

Attendu qu'il faut au moins dix ouvriers intéressés pour que de tels conseils soient constitués, qu'il soit résolu:

Que le Congrès prie le gouvernement de la province de modifier cette législation en rendant ces conseils de conciliation et d'arbitrage obligatoires lorsque la partie ouvrière l'aura demandé, de plus que ces conseils puissent être rendus obligatoires pour tout employeur s'il a cinq employés ou plus à son emploi.

Atelier fermé et conseil économique

La C. T. C. C. a réaffirmé qu'elle reste toujours favorable à l'atelier syndical fermé et qu'elle est prête à lutter pour défendre ce principe. Elle a approuvé les démarches de ses officiers Charpentier et Côté et l'accord intervenu à Québec en règlement de la grève du textile.

Dans d'autres résolutions, les congressistes réclament une magistrature du travail, l'établissement immédiat du conseil économique, la pension de vieillesse à soixante ans, la formation d'une commission sur le prix de revient de l'industrie de la boulangerie.

Progrès de la C. T. C. C.

La Confédération des Travailleurs catholiques du Canada compte présentement un effectif global de cinquante mille membres, et les corps affiliés comprennent onze fédérations, dix conseils centraux, huit conseils de métiers, huit cercles d'étude et cent soixante-quinze syndicats particuliers affiliés soit directement, soit par l'intermédiaire des fédérations.

Trente-sept nouveaux syndicats ont été affiliés au cours de l'année courante.

Vient de paraître

La Coopération économique

L'Idée coopérative dans le domaine économique, par l'abbé Lucien BEAUREGARD, professeur de philosophie au Séminaire de Saint-Hyacinthe.

Formes de la coopération économique, par M. Jean-Baptiste CLOUTIER, Chef du service de la coopération du gouvernement provincial.

Brochure de 32 pages, 15 sous

A qui veut se renseigner sur les principes et la pratique de la coopération, on ne saurait recommander meilleur guide.

ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE, MONTRÉAL

La menace communiste à travers le monde

Canada

Les conférences du docteur Bethume

Le fougueux ami de l'Espagne rouge, le docteur Bethume, continue sa propagande à travers le Canada. Il revient actuellement de Vancouver en donnant de ville en ville son film, *le Cœur de l'Espagne*. Dans deux provinces cependant, le Manitoba et l'Ontario, le bureau de censure cinématographique a exigé des coupures. Que fera notre province où le docteur doit être rendu actuellement? Puisque toute cette propagande est basée sur le mensonge, — le conférencier commence en effet par dire que le communisme n'a eu rien à faire avec les loyalistes espagnols, — une seule attitude s'impose: l'interdiction simple de ce film. Nous comptons que les autorités sauront accomplir leur devoir.

Chez les jeunes

La Ligue de la Jeunesse communiste ne reste pas inactive à Montréal. Au centre établi rue Saint-Laurent, des cours commencent aujourd'hui même auxquels tous les jeunes sont invités. Quatre sujets au programme: le socialisme, le syndicalisme, le mouvement ouvrier international, le Parti communiste. En outre, tous les jeudis, conférence publique sur la situation ouvrière dans la province de Québec.

Ce centre reçoit des jeunes de toute nationalité. On recueille actuellement des souscriptions pour ouvrir deux nouveaux clubs réservés aux Canadiens français, un pour les jeunes gens, l'autre pour les jeunes filles.

Au synode anglican

Le synode général de l'Église anglicane du Canada n'a pu s'entendre au sujet du communisme. A sa réunion annuelle tenue à Halifax ce mois-ci, une proposition fut présentée concernant les meilleurs moyens de le combattre. Mais une vive opposition s'éleva. Et finalement la question dut être ajournée sans qu'aucune décision fût prise.

Tim Buck à l'église

Répondant à l'invitation du révérend H. Roche, pasteur de l'église de l'Ascension, située chemin Burnaby, à Toronto, Tim Buck, chef du Parti communiste canadien, a prononcé un discours à l'office de 11 h., le dimanche 12 septembre. Il a préconisé l'alliance du communisme et de l'Église. Le ministre a présenté l'orateur à ses ouailles comme un des plus valeureux champions de la liberté à notre époque.

Argentine

Une nouvelle loi anticommuniste

Le *Bulletin de Correos y Telegrafos* nous informe que la province de Santa-Fé a émis dernièrement une loi interdisant le Parti communiste et les associations communistes ou affiliées aux Internationales communistes. Toute propagande orale, écrite, par radio ou par films, prêchant la haine ou la lutte des classes, ou portant atteinte aux idées de nationalité et de patrie, est aussi déclarée illégale par la loi; les organisations et personnes qui s'en rendront coupables seront sévèrement punies.

Autriche

Conférence du Parti communiste autrichien

Au début d'août, a eu lieu, dans une ville d'Autriche, la Conférence nationale du Parti communiste autrichien. D'après la résolution qui y fut votée, le Parti devra continuer son travail illégal et s'efforcer d'unir la classe prolétaire, en un front populaire ouvrier et paysan, pour la lutte contre le fascisme, et en particulier pour le renversement du régime dictatorial en Autriche. Une lettre fut adressée par la Conférence aux combattants autrichiens dans l'armée gouvernementale espagnole.

Un an d'activité communiste en France

Il y a longtemps que, dans cette revue des agissements communistes, nous n'avons rien dit de la France. Ce n'est pas, hélas, que la propagande de Moscou s'y soit ralentie. Les constatations suivantes, présentées par le colonel Lainey aux séances d'études de la Fédération nationale catholique, comme conclusion d'un rapport fortement documenté, vont nous montrer la gravité du péril qui menace actuellement la France.

Plaçons-nous en face des faits.

En un an, le Parti communiste français a triplé ses effectifs (106,500 en fin avril 1936, 312,000 au 25 avril 1937). Aux élections de 1936, il a eu 1,502,000 suffrages (au lieu de 796,000 en 1932) et 72 élus, au lieu de 10. Quoiqu'il ne forme que 1.5% de la majorité parlementaire et ne participe pas au gouvernement, il a réussi à dominer ce dernier, grâce à l'appui des masses. Car, ne l'oublions pas, il dirige plus de la moitié des syndiqués de la C. G. T. et rien ne se fait à la Centrale syndicale qui n'ait au préalable reçu son accord. De sorte que, tenant par ses effectifs exclusivement composés d'ouvriers ou de fonctionnaires urbains les grands centres de production, il imprime en outre au monde des usines sa propre impulsion.

C'est un parti organisé, discipliné aussi bien dans les actes que dans les tendances, soumis à des cadres soigneusement dressés, ayant partout ses ramifications, sa presse, ses troupes, de larges subventions.

De tels progrès, une pareille influence sur la direction actuelle du pouvoir légal et des masses ouvrières, une force interne redoutable due à une organisation méticuleuse, sont le produit d'ordres venus de l'étranger et exécutés avec une soumission aveugle.

Mais tant de facteurs réunis comportent leurs revers. Le Français est un individualiste qui ne s'accommode ni du joug direct de l'étranger, ni de doctrines venues de l'étranger. Bien plus, il demeure français. « Un communiste français, un anarchiste français ne sont jamais complètement perdus, écrit Dominique; le Français qui est en eux peut les tirer d'affaire; la France joue pour eux le rôle de la Grâce pour le chrétien; qu'ils la rencontrent et les voilà sauvés. » (*République* du 6 mai 1937.)

Nous plaçant ici seulement sur le plan social et politique, nous croyons en l'exactitude de ces paroles. Le communisme français, s'il se perpétue, se dépouillera peu à peu du marxisme allemand et du léninisme russe. Mais se perpétuera-t-il?

Nous venons de voir que la condition de son succès, telle du moins que l'a fixée Dimitrov, c'est la conquête des masses populaires. Or, s'il détient aujourd'hui la prééminence sur les classes ouvrières, par son emprise sur deux à trois millions de Français, il est loin de régner sur les six millions de paysans, sur les sept millions d'ouvriers et d'employés, sur les trois à quatre millions d'artisans et petits commerçants, sur le million de rentiers et le million et demi de fonctionnaires.

Par contre, il constitue une troupe organisée tandis que les 17 ou 18 millions de Français qui ne le suivent pas sont « émiettés » en de trop nombreux groupements. Il a du dynamisme et il a de l'argent; les autres sont amorphes, volontairement neutres et peu enclins à délier leur bourse.

Tchécoslovaquie

Congrès bolchevisant

C'est en Tchécoslovaquie, ce pays si accueillant pour toutes les organisations bolchevistes et bolchevisantes, que vient de se terminer le IX^e Congrès de la Ligue des Femmes pour la Paix et la Liberté, à Luhakovice.

Dix-neuf pays étaient représentés à cette réunion. L'une des résolutions votées confirme l'attitude de la Ligue en faveur de l'Espagne rouge et contre le droit de belligérance à Franco. Un incident eut lieu à la séance de clôture, où fut voté l'envoi d'un télégramme insolent au Conseil fédéral suisse, protestant contre son attitude jugée trop amicale pour l'Espagne nationale et son chef. Une partie des participantes s'opposèrent à cet envoi et la discussion devint telle que la séance dut être suspendue.

Dès lors, que peut faire le parti communiste?

Nous ne voyons pour lui que deux solutions: ou, pour conquérir davantage les masses, donc pour éviter de voir en face de lui les neutres et ses adversaires s'organiser et le submerger, il s'assagira temporairement et tentera de conquérir légalement le pouvoir, quitte, plus tard, à revenir à sa vraie tactique, ou bien, avant l'organisation de l'adversaire, — organisation qui s'élabore, — il tentera la prise du pouvoir par un coup de force.

Le coup de force nécessite l'affaiblissement du pouvoir bourgeois, la préparation révolutionnaire des masses, la destruction des obstacles, c'est-à-dire de l'armée et de la police. De ces trois conditions, la première est peut-être proche, la seconde est plus que douteuse, la troisième est hors de question actuellement. Nous pensons donc qu'une tentative de révolution violente, même si elle réussissait en certains points du territoire, serait néanmoins vouée à un échec irrémédiable.

Au contraire, l'autre solution, celle de la conquête « légale » du pouvoir, nous paraît plus probable. Les efforts actuels pour créer l'unité politique avec les socialistes, pour gagner la grande masse des syndiqués cégétistes, pour amadouer paysans et classes moyennes, sont dans cette ligne de conduite. Ajoutons-y les efforts tenaces et « légaux » pour obtenir la dissolution des partis opposants à fort dynamisme. Remarquons enfin les crises subites d'assagissement qui apparaissent après chaque échec notoire: la cessation des grèves en juin 1936, l'abandon des mots d'ordre usés comme ceux de l'intervention ou de « faire payer les riches » ou du « Front des Français », la sourdine mise aux revendications hasardeuses, les efforts hypocrites faits pour la reprise des travaux et du rendement, pour une diminution de l'agitation, pour le prolongement de la pause, etc. Tout cela, croyons-nous, est assez révélateur d'une tactique d'attermoiement, destinée à calmer la réaction de l'opinion, à se faire pardonner par l'adversaire et à l'endormir, à gagner des voix par une attitude plus discrète, bref, à étendre, dans l'ordre, son influence sur le pays.

Et nous concluons: Si cette hypothèse est exacte, elle révèle une tactique terriblement perfide et dangereuse. Tant que l'Internationale Communiste régnera à Moscou, le P. C. F. restera son soldat fidèle. Le but aussi restera invariablement le même: notre assujettissement au soviétisme. Il faudra plus de temps pour y parvenir, mais il sera impitoyablement poursuivi, car le bolchevisme ne désarme jamais, ni nulle part.

Si nous voulons l'éviter, dressons-nous résolument, mais méthodiquement, contre le communisme qui, par une mort violente ou par une mort lente, veut la fin de notre pays.

U. R. S. S.

Propagande antireligieuse

La presse de Moscou annonce que les auditeurs étrangers de la radio soviétique-russe ont demandé à la direction des émissions athées d'augmenter le nombre de ses heures de propagande.

Les autorités responsables ont décidé de donner suite à cette requête et de doubler les émissions athées en allemand, anglais, hollandais, espagnol, polonais et tchèque; ces émissions parviendront outre-mer par ondes courtes.

Une nouvelle station radiophonique géante sera installée pour l'année prochaine et propagera tous les jours des nouvelles intéressantes le mouvement sans-Dieu. La construction de ce poste d'émission coûterait 18 millions de roubles.

Angleterre

Les syndicats mineurs confirment leur attitude anticommuniste

La récente conférence annuelle de la Fédération des Mineurs, tenue à Blackpool, a rejeté en séance privée les résolutions préconisant l'unité de la classe ouvrière, ce qui aurait obligé à un changement d'attitude à l'égard des communistes mis au ban dans le parti travailliste. (*Times*, 23 juillet 1937.)

Un document révélateur

On a trouvé à Bilbao un document important adressé par le président du gouvernement basque à ses agents. Il concerne la propagande que ce gouvernement effectua ces temps derniers en Angleterre pour impressionner le gouvernement et le peuple britanniques et obtenir ainsi leur aide.

Ce document révèle comment la propagande du bombardement de Guernica fut organisée pour indigner l'opinion publique anglaise. Il explique comment la bonne foi du gouvernement britannique fut exploitée, et particulièrement celle de M. Eden; il parle de la campagne dans les milieux religieux, spécialement catholiques, il indique comment fut préparée l'évacuation des enfants basques en Angleterre pour impressionner le peuple, etc., etc. Enfin il mentionne les personnalités britanniques et espagnoles qui ont participé à cette propagande de mauvaise foi.

États-Unis

Les rouges subissent une rebuffade

Quelques citoyens de Boston avaient organisé, en août dernier, un grand banquet pour fêter le retour au pays des trois frères Flaherty, engagés volontaires en Espagne dans les armées du gouvernement. Invité à assister à la fête, le gouverneur Hurley refusa nettement: « Je ne veux avoir rien à faire, déclara-t-il, avec les communistes, individus ou groupes, que je considère comme les adversaires du gouvernement constitutionnel des États-Unis. »

Mexique

Enseignement socialiste et athée

Le ministre de l'Enseignement du Mexique a déclaré au professeur américain Ward, qui procédait à une enquête sur les méthodes d'instruction dans ce pays, que l'enseignement y est non seulement socialiste, mais qu'il exclut expressément toute religion. Dans les écoles, en effet, une pancarte est affichée dans toutes les classes, avec l'inscription: « Il n'y a pas de Dieu. »

Espagne

Méthodes marxistes

De Saragosse est parvenu le récit suivant: Devant la rapide avance des forces nationales, qui se dirigeaient vers le village Torriente, les rouges ordonnèrent aux habitants d'évacuer; ceux-ci refusèrent, parce qu'ils attendaient avec impatience leur libération. Les marxistes se dirigèrent alors vers une des maisons où habitait une modeste famille, composée de deux sœurs, leur père et leur oncle.

Ils les arrachèrent de leur maison et les poussèrent sur la grande place, où les deux fillettes furent arrosées de benzine et enflammées. Les deux pauvres enfants moururent en poussant des cris atroces. Le père ne put résister à la vue de cet affreux spectacle et mourut d'une crise du cœur. L'oncle, également témoin de la scène, fut fusillé par les miliciens rouges.

La population, épouvantée, s'enfuit immédiatement pour ne pas subir le même sort que cette malheureuse famille, assassinée par les miliciens pour montrer ce qu'on ferait de ceux qui refuseraient encore d'évacuer le village.

RÉABONNEMENT

La plupart des abonnements se terminent avec ce numéro, le dernier de notre première année.

Hâtez-vous de solder votre réabonnement: \$1.00.

VIII. — Transformation du socialisme

TROISIÈME PLAN¹

C) Le socialisme modéré

Points de rencontre entre catholiques et socialistes

Quand les socialistes sincères poursuivent :

1° l'amélioration de vie des classes laborieuses, la suppression des abus trop réels du capitalisme, une plus équitable répartition des biens de la terre;

2° l'étatisation de certains biens de production;

ces réclamations n'ont rien qui offense les principes chrétiens. Au contraire, les catholiques devraient enfin se dévouer les premiers à ces réformes et combattre l'égoïsme aveugle :

1° le principe du *bien commun* doit diriger les activités économiques, non le seul profit, non l'esprit de lucre, et le bien commun exige des réformes en ce sens;

2° la socialisation de certaines catégories de biens est légitime :

raison: ils confèrent, ces biens, une puissance trop forte à des individus, plus forte que l'État; d'où, exploitation, sans frein possible.

modalités: entreprises a) possédées et régies directement par l'État; b) possédées par l'État et régies par un organisme autonome représentant l'État, les travailleurs et les consommateurs; c) possédées et régies conjointement par l'État et des particuliers.

objets: pas toutes les grandes sources de richesses et de travail, mais une minorité d'entreprises, surtout les services publics: postes, transports, banques, mines, fabrication d'armes, usines hydro-électriques, etc.

conditions: si ces entreprises sont déjà exploitées par des particuliers, l'expropriation qui s'impose doit correspondre à la valeur réelle du capital; toute nationalisation est soumise aux exigences du bien commun: donc, bien examiner son opportunité, ses conséquences.

Conclusion

Les justes demandes du socialisme modéré trouvent un appui plus ferme et une garantie de réalisation plus efficace dans les principes de justice et de charité chrétienne.

Divergences irréconciliables

■ Suppression de la propriété privée

Les socialistes ne se contentent pas d'attaquer les abus de la propriété privée; ils en contestent la légitimité. Pour eux, elle n'est pas un droit naturel, mais une simple reconnaissance par l'État qui peut l'abolir.

La plupart des socialistes prétendent que les biens de consommation, d'usage personnel, peuvent être privés. Mais non les biens de production, matière ou instruments qui servent à la production. Partage difficile. Selon d'autres qui repoussent l'étatisme russe, les entreprises seront aux mains de coopératives, de syndicats d'ouvriers; d'où, enthousiasme au travail, mort de l'appât du gain.

Critique: cette nationalisation de tous les biens de production, c'est du pur collectivisme; elle lancerait la société dans une aventure désastreuse; car une observation réaliste de l'homme montre que le stimulant de l'intérêt personnel est une condition de travail, de progrès, d'économie. De plus, l'État aurait un rôle qui dépasse ses forces. L'État providence: une invite à l'inertie, un attentat aux libertés humaines, un fonctionnarisme parasitaire.

■ Lutte de classes

Les socialistes ne comptent pas sur la violence pour opérer leur révolution, mais sur les moyens constitutionnels. Leur collaboration avec les communistes dans les Fronts populaires est donc illogique.

Leur tort le plus grave: attiser la haine contre les classes possédantes, accentuer l'esprit d'opposition entre les hommes, croire que toutes les grèves sont légitimes, prêcher l'égalité absolue entre les hommes.

Critique: la haine ne produira jamais l'amour, la fraternité. Certes, les revendications ouvrières doivent se faire entendre, mais dans un esprit de saine collaboration. Les grèves, pour être justes, comme les guerres, sont soumises à des conditions précises. Il y aura toujours des inégalités entre les hommes.

■ **Conception matérialiste de la société**
Considéré comme fait historique et dans son action, le socialisme partout s'est montré antireligieux, anticlérical.

Sa doctrine s'oppose à toute la philosophie chrétienne de la vie. Pour lui, la religion est une affaire individuelle, sans portée sociale. La société n'a pour but que le seul bien-être matériel et ne trouve ses lois que dans cette fin. Un nouvel ordre social n'est déterminé que par des réformes bancaires, industrielles.

Critique: le socialisme oublie la véritable fin de l'homme, sa grandeur spirituelle qu'une société doit d'abord favoriser; il rend l'économique dominateur absolu quand il n'est que serviteur et il rapetisse l'homme à une mesure d'utilité publique et de confort matériel.

Le socialisme au Canada

Il est surtout préconisé par la Co-operative Commonwealth Federation et les autres groupes qui adhèrent à la C. C. F. Dans son programme, il y a un mélange d'erreurs et de vérités, ce qui le rend plus séduisant.

■ Vérités

Vigoureuses dénonciations des abus du capitalisme, guerre à l'anarchie économique, au déséquilibre social par l'instauration du principe: le bien commun prime les intérêts de quelques particuliers; appel à une plus large coopération entre les hommes et les professions; législation sociale plus étendue, surtout par diverses assurances. Intentions généreuses de plusieurs de ses partisans.

■ Erreurs

— *sympathies pour le régime soviétique*, pour les communistes canadiens, collaboration avec eux-ci.

— *lutte de classes*: la C. C. F. est prête à accepter la violence, si nécessaire pour réaliser son plan. D'ailleurs, les dénonciations violentes conduisent fatalement à la révolution.

— *propriété privée*: un groupe d'extrémistes veut son abolition radicale; les modérés et le programme officiel réclament la « *socialisation de tout le système financier, des services de santé, de transport, de l'énergie électrique et toutes les autres industries et services essentiels à l'organisation sociale, tous les moyens collectifs de production et de distribution, la terre y comprise* ». Cela nous mène loin! Cela contrarie la fonction individuelle et sociale de la propriété. Cela est injuste: la confiscation sans indemnité n'est pas permise et l'expropriation compensatrice n'est légitime que si exigée par le bien commun et celui-ci n'exige pas une socialisation générale.

— *conception matérialiste de la société*: son programme ne respecte pas la nature et le but de la société; il ne parle que de réformes d'ordre matériel, en fonction du bien-être matériel.

■ Conclusion

Sur ces quatre points centraux, la C. C. F. pose des principes qu'un catholique ne peut admettre. Évidemment, son socialisme tombe sous les condamnations de l'encyclique: « *Personne ne peut être en même temps bon catholique et vrai socialiste* », ajoutons: *membre de la C. C. F.*

Bibliographie

- RUTTEN, O. P. — Pages 201 et sq.
CHAGNON, S. J. — Pages 128 et sq.
Cahiers d'Action sociale et religieuse, mars et avril 1937.
Mgr G. GAUTHIER. — *La Doctrine sociale de l'Église et la C. C. F.* E. S. P., n° 242.
LÉVESQUE, O. P. — *La C. C. F.*, E. S. P., nos 232-233.
Abbé Edmour HÉBERT. — *Le Socialisme*, E. S. P., nos 44-45.

Petit manuel de restauration sociale

I. — RESTAURATION RURALE

2. Colonisation

31. Qu'est-ce que la colonisation?

La colonisation signifie d'abord la prise de possession d'un pays par la culture du sol. La colonisation comprend aussi l'exploitation de toutes les ressources naturelles et même, par extension, l'organisation commerciale et industrielle de ce pays.

32. La colonisation est-elle bien importante?

Oui, car elle rétablira un sain équilibre de notre société en assurant le maintien des ruraux à la campagne et en favorisant le retour à la terre du trop-plein des villes. C'est de la colonisation que dépend notre sécurité économique, politique, sociale et religieuse.

33. Quels sont les éléments de la colonisation?

Les trois éléments essentiels de la colonisation sont: des terres fécondes, des familles aptes au travail de la terre et l'argent nécessaire à leur établissement.

34. Avons-nous au Canada ces trois éléments?

Oui, a) le Canada est un des plus vastes pays au monde et il s'y trouve de grandes étendues de terre féconde qui ne sont pas encore défrichées: les provinces de Québec et d'Ontario, à elles seules, en offrent suffisamment pour assurer la fondation d'un millier de paroisses nouvelles de deux cents familles chacune.

b) Dans la province de Québec, seulement, l'on estime qu'il se trouve au moins cent mille familles ou jeunes gens aptes à cultiver la terre.

c) L'argent ne manque pas puisque nous le dépensons en pure perte pour des secours aux chômeurs. L'État devrait consacrer à la colonisation un budget au moins aussi considérable que celui qui a permis à notre système routier de se développer.

(A suivre)

LE DÉTACHEMENT DES BIENS DE LA TERRE

(Suite de la page 1)

Rappelons-nous, non comme des fragments de sermons, mais comme des réalités essentielles, les exigences de l'Évangile.

Riches, ne mettons pas notre bonheur dans les biens de la terre, ne consacrons pas le meilleur de notre effort à la conquête de ces biens; que les hommes aisés se considèrent comme de simples administrateurs tenus de rendre des comptes au Maître suprême, qu'ils se servent de leurs richesses comme de moyens précieux que Dieu leur accorde pour faire du bien; qu'ils ne manquent pas de distribuer leur superflu aux pauvres, selon le précepte évangélique. Qu'ils cessent de considérer la religion, au point de vue social, comme « l'opium du peuple ».

Quant aux pauvres, tout en cherchant selon les lois de charité et de justice à se pourvoir du nécessaire et même à améliorer leur sort, ils doivent toujours rester, eux aussi, « des pauvres en esprit », plaçant dans leur estime les biens spirituels au-dessus des biens et des jouissances terrestres. Qu'ils se souviennent que la douleur habite dans le cœur de l'homme et qu'on ne réussira jamais à l'en arracher.

Car tous les chrétiens, riches ou pauvres, doivent tenir toujours leurs regards fixés sur le ciel. Et ne jamais oublier que « nous n'avons pas ici-bas de cité permanente, mais nous cherchons celle qui est à venir ».

L'ordre corporatif en Autriche

(Suite de la page 1)

écarter des scissions politiques et pour garantir la réforme corporative.

Trois années presque sont passées depuis que le chancelier Dollfuss a posé, en créant l'union de l'artisanat, la première pierre de la réforme corporative. Eu égard à l'importance de cette œuvre, le délai est court. Le fait que l'organisation est terminée pour une partie et toute prête pour l'autre dit assez que le terme n'est pas atteint. Les constructeurs avaient, dès le début, la conscience nette que l'État devrait préparer le terrain, débayer les grands obstacles avant de commencer le bâtiment. L'atmosphère indispensable reste cet « assainissement des âmes », devise de Mgr Seipel. Sans elle, les nouvelles organisations n'auront pas l'esprit nouveau. Mais on peut constater dès maintenant que le travail réformateur des trois années a porté de riches fruits. Il suffit de comparer la situation actuelle avec le passé et de comprendre la situation particulière de l'Autriche. Si l'on se rend compte qu'une construction entièrement nouvelle dut être érigée, travail suffisant pour absorber déjà toutes les forces, alors que l'existence même de l'État devait être défendue, on peut reconnaître que cette restauration

a avancé d'un rythme inattendu. Aujourd'hui que le salariat et le patronat sont complètement ordonnés dans les domaines économique et social, libérés des anciennes divisions nées des partis politiques, ils peuvent s'adonner entièrement à leur mission proprement dite, résoudre les questions professionnelles et économiques, intervenir dans la législation.

Un autre succès justifiant les plus grands espoirs vient du fait que des milieux toujours plus vastes sont acquis à la réforme corporative qui apportera un meilleur ordre dans la société; ceci est prouvé par la grande insistance des milieux patronaux et salariés pour que la seconde étape soit franchie le plus tôt possible, par la volonté des deux groupes de résoudre, d'une façon autonome et de propre initiative, les questions brûlantes.

L'œuvre de reconstruction de l'Autriche, unique dans son genre, accomplie en dépit de toutes les difficultés et de la gravité d'un temps très peu propice, est digne d'être étudiée par tous. Si elle n'est pas article d'exportation, elle comporte un enseignement très précieux et riche de suggestions. La nation autrichienne a pris, sur la route de la réforme de la société, sa direction, aux autres nations de fixer la leur.

SERVICE FÉDÉRAL DE LA PRESSE

PLANS POUR CERCLES D'ÉTUDE

Les cercles d'études, suspendus durant les vacances, reprennent leur activité dans les collèges, les groupes de jeunes, les associations professionnelles ou sociales. Nous leur recommandons les plans publiés à leur intention dans nos numéros précédents. Douze ont déjà paru, en comptant celui qui contient ce numéro-ci. Le premier résumait l'encyclique « *Rerum novarum* », base de l'enseignement social pontifical; les autres contiennent une étude détaillée de l'encyclique « *Quadragesimo anno* ».

Nous avons fait des tirés à part de ces plans d'études sur des feuillets de deux pages. Il nous reste actuellement des exemplaires des numéros 8, 9, 10 et 11, consacrés tous les quatre à l'organisation corporative.

Ce dernier sujet est d'une actualité croissante. Tout le monde parle actuellement de corporatisme, mais, comme le faisait remarquer S. Em. le cardinal Villeneuve, à la Semaine sociale de Saint-Hyacinthe, bien peu connaissent ce dont ils parlent.

Il importe cependant que les catholiques canadiens-français — surtout les dirigeants actuels ou futurs de nos différentes professions — soient renseignés sur cette institution, qu'ils en comprennent la nature exacte, l'opportunité, le fonctionnement, l'application à notre situation.

Le grand moyen d'acquiescer ces connaissances, c'est le cercle d'études bien dirigé. Encore faut-il à ses membres des matériaux appropriés. Nos plans d'études les leur fournissent. Ils ramassent et ordonnent sous quatre chefs tout ce qu'il faut savoir sur la corporatisme; ils font connaître ensuite, par une abondante bibliographie, à ceux qui voudraient se renseigner davantage, les sources les plus sûres.

L'organisation corporative est le sujet tout indiqué, cette année, pour les cercles d'études. Et grâce à nos plans chaque membre sera pourvu de l'instrument indispensable pour mener à bonne fin son travail.

Ces plans se vendent 10 sous la douzaine, 70 sous le cent franco.

ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE, 1961, RUE RACHEL EST, MONTRÉAL

1. Pour les deux plans précédents, voir les numéros des 20 mai et 5 juin.